

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-brillante-strategie-de-Trump-pour-detruire-l-hegemonie-du-dollar>

La brillante stratégie de Trump pour détruire l'hégémonie du dollar

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : vendredi 22 février 2019

Description :

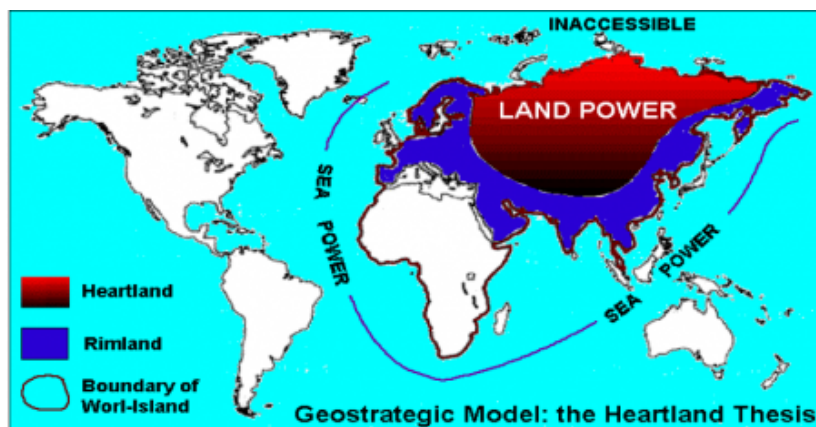
La brillante stratégie de Trump pour détruire l'hégémonie du dollar. La fin de la domination économique mondiale incontestée des États-Unis est arrivée plus tôt que prévu, grâce aux mêmes néocons qui ont donné au monde l'Irak, la Syrie et les sales guerres d'Amérique latine. -Michael Hudson

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La fin de la domination économique mondiale incontestée des États-Unis est arrivée plus tôt que prévu, grâce aux mêmes néocons qui ont donné au monde l'Irak, la Syrie et les sales guerres d'Amérique Latine. Alors que la guerre du Vietnam avait forcé les États-Unis à abandonner l'étalon-or en 1971, son parrainage et son financement de violentes guerres de changement de régime contre le Venezuela et la Syrie - menaçant également d'autres pays de sanctions s'ils ne se joignaient pas à cette croisade - poussent les nations européennes et d'autres à créer leurs institutions financières alternatives.

Cette fissure existe depuis un certain temps et la rupture devait se produire. Mais qui aurait pensé que Donald Trump deviendrait l'agent catalyseur ? Aucun parti de gauche, aucun dirigeant socialiste, anarchiste ou nationaliste étranger, où que ce soit dans le monde, n'aurait pu réaliser ce qu'il est en train de faire pour briser l'empire des États-Unis d'Amérique. L'État profond est choqué de la façon dont ce spécialiste de l'immobilier, politiquement à droite, a été capable de pousser d'autres pays à se défendre en démantelant l'ordre mondial centré sur les États-Unis. Pour remuer le couteau dans la plaie, il ressuscite les boutefeux néocons de l'ère Bush et Reagan, John Bolton et maintenant Elliott Abrams, pour attiser les flammes au Venezuela. C'est presque comme une comédie politique de série noire. Le monde de la diplomatie internationale est en train de se transformer. Un monde où il n'y a même plus aucune prétention à pouvoir adhérer aux normes internationales, sans parler des lois ou des traités.

Les néo-cons nommés par Trump accomplissent ce qui semblait impensable il n'y a pas si longtemps : unir la Chine et la Russie - le grand cauchemar de Henry Kissinger et de Zbigniew Brzezinski. Ils entraînent également l'Allemagne et d'autres pays européens dans l'orbite eurasienne, le cauchemar du « *Heartland* » cher à Halford Mackinder, il y a un siècle.



Thèse de du heartland de Mackinder

La cause fondamentale est claire : après le crescendo de prétentions et de déceptions en Irak, en Libye et en Syrie, ainsi que notre absolutisme du régime hors-la-loi en Arabie Saoudite, les dirigeants politiques étrangers commencent à reconnaître ce que des sondages d'opinion publique mondiaux ont signalé avant même que les instigateurs néocons de l'invasion de l'Irak et du scandale [Iran-Contra](#) aient maintenant tourné leur attention vers les plus grandes réserves de pétrole au monde au Venezuela, les États-Unis constituent désormais la plus grande menace à la paix sur la planète.

Présenter le coup d'État étasunien parrainé au Venezuela comme une défense de la démocratie révèle l'hypocrisie du concept qui sous-tend la politique étrangère US. Il définit la « démocratie » comme étant le soutien de leur politique étrangère, la privatisation néolibérale des infrastructures publiques, la destruction des réglementations gouvernementales et l'obéissance à l'orientation des institutions mondiales dominées par les États-Unis, le FMI, la Banque mondiale, l'OTAN [et même le CIO, NdT]. Pendant des décennies, les guerres étrangères, les programmes d'austérité domestique et les interventions militaires qui en ont résulté ont entraîné davantage de violence, et non de démocratie.

Dans le *Dictionnaire du Diable*, on apprend aux diplomates US à utiliser la double pensée comme « élément de langage », un pays « démocratique » suit le leadership étasunien et ouvre son économie aux investissements étasuniens, ainsi qu'à la privatisation parrainée par le FMI et la Banque mondiale. L'Ukraine est réputée démocratique [malgré la présence affichée des nazis, NdT], de même que l'Arabie Saoudite [et sa charia monarchique, NdT], Israël [et sa théocratie, NdT] et d'autres pays qui agissent en tant que protectorats financiers et militaires US et qui sont disposés à s'occuper eux aussi des ennemis de l'Amérique.

Un moment devait venir où cette politique se heurterait aux intérêts personnels d'autres nations, rompant finalement avec la rhétorique des relations publiques de l'empire. D'autres pays procèdent à la dé-dollarisation et remplacent ce que la diplomatie US appelle « l'internationalisme » - le nationalisme US imposé au reste du monde - par leur propre intérêt national.

Cette trajectoire pouvait déjà être observée il y a cinquante ans - je l'ai décrite dans « Super impérialisme » [1972] et « Global Fracture » [1978]. Cela devait arriver. Mais personne ne pensait que la fin arriverait de cette manière. L'histoire s'est transformée en comédie, ou du moins en ironie, à mesure que sa voie dialectique s'est affirmée.

Au cours des cinquante dernières années, les stratèges étasuniens, le Département d'État et le *National Endowment for Democracy* (NED) ont craint que l'opposition à leur impérialisme financier ne provienne des partis de gauche. Ils ont donc dépensé d'énormes ressources pour manipuler des partis qui s'appelaient socialistes - *Parti travailliste* britannique de Tony Blair, *Parti socialiste* français, *Sociaux-Démocrates* allemands, etc. - pour leur faire adopter une politique néolibérale qui était à l'opposé de ce que signifiait la démocratie sociale il y a un siècle. Mais les planificateurs politiques des États-Unis et les joueurs de grandes orgues [Wurlitzer](#) ont négligé la droite, imaginant qu'elle soutiendrait instinctivement la brutalité des États-Unis d'Amérique.

La réalité est que les partis de droite veulent être élus, et le nationalisme populiste est le chemin qui mène aujourd'hui à la victoire électorale en Europe et dans d'autres pays, comme ce fut le cas pour Donald Trump en 2016.

L'agenda de Trump pourrait bien consister à briser l'Empire US en utilisant la vieille rhétorique isolationniste de l'Oncle Picsou [[Uncle Sucker](#)] d'il y a un demi-siècle. À coup sûr, il s'en prend certainement aux organes les plus vitaux de l'Empire. Mais est-ce un agent anti-américain conscient ? Il pourrait tout aussi bien l'être - mais ce serait un faux pas mental d'utiliser « *cui bono* » [à qui ça profite ?, NdT] pour en conclure qu'il est un agent conscient. Après tout, si aucun entrepreneur, fournisseur, syndicat ou banquier des États-Unis ne voulait les servir, Vladimir Poutine, la Chine ou l'Iran seraient-ils plus malheureux ?

Le problème devait peut-être surgir du fait que la dynamique interne du globalisme, parrainée par les États-Unis devenait impossible à imposer, entraînant une austérité financière, des vagues d'exode démographique suite aux guerres parrainées par les États-Unis et, surtout, le refus de ceux-ci de respecter les règles et lois internationales qu'ils avaient eux-mêmes instituées il y a soixante-dix ans à la suite de la Seconde guerre mondiale.

Démanteler le droit international et ses tribunaux

Tout système de contrôle international exige la primauté du droit. Ce peut être l'exercice immoral d'un pouvoir impitoyable imposant une exploitation prédatrice, mais c'est toujours la loi. Il faut des tribunaux pour sanctionner, et une police pour punir les contrevenants.

Voici la première contradiction juridique dans leur diplomatie mondiale : les États-Unis ont toujours empêché que tout autre pays ait voix au chapitre dans leur politique intérieure, l'élaboration de leurs lois ou leur diplomatie. C'est ce qui fait des USA « la nation exceptionnelle ». Mais depuis soixante-dix ans, ses diplomates prétendent que leur jugement supérieur installe un monde pacifique qui, comme le prétendait l'Empire Romain, permet à d'autres pays de partager la prospérité.

Aux Nations Unies, les diplomates étasuniens ont insisté sur le droit de veto. À la Banque mondiale et au FMI, ils ont également veillé à ce que leur part en actions soit suffisamment importante pour leur donner le droit de veto sur tout prêt ou autre politique. Sans ce pouvoir, les États-Unis ne feraient partie d'aucune organisation internationale. Pourtant, dans le même temps, ils présentaient leur nationalisme comme une protection autorisant la mondialisation et l'internationalisme. C'était un euphémisme pour ce qui était en réalité une prise de décision unilatérale des États-Unis.

Inévitablement, le nationalisme étasunien devait briser le mirage de l'internationalisme d'Un seul monde et par là même toute idée d'un tribunal international [qui ne serait pas US, NdT]. Sans droit de veto sur les juges, les États-Unis n'ont jamais accepté l'autorité d'un tribunal, en particulier du Tribunal International des Nations Unies à La Haye. Cette cour a récemment ouvert une enquête sur les crimes de guerre perpétrés par les États-Unis en Afghanistan, qu'il s'agisse de politiques de torture ou de bombardement de cibles civiles telles que des hôpitaux, des mariages et des infrastructures. « Cette enquête a finalement reconnu une base raisonnable pour penser que ce sont des Crimes de Guerre et des Crimes contre l'Humanité ». [1]

Le conseiller à la Sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, est entré en fureur et a averti en septembre que « les États-Unis utiliseront tous les moyens nécessaires pour protéger nos citoyens et ceux de nos alliés contre des poursuites injustes de la part de ce tribunal illégitime » ajoutant que la Cour Internationale de l'ONU ne devrait pas être téméraire jusqu'au point d'enquêter sur « Israël ou d'autres alliés des États-Unis d'Amérique ».

Cela a incité un haut magistrat allemand, Christoph Flügge, à démissionner en signe de protestation. En effet, Bolton a demandé à la cour de rester à l'écart de toute affaire impliquant les États-Unis, en promettant d'interdire aux « juges et procureurs de la Cour d'entrer aux États-Unis ». Bolton a exposé la menace US ainsi : « Nous allons sanctionner leurs fonds dans le système financier des États-Unis, et nous allons les poursuivre en justice dans le système pénal américain. Nous ne coopérerons pas avec la CPI. Nous ne fournirons aucune assistance à la CPI. Nous ne rejoindrons pas la CPI. Nous laisserons la CPI mourir par elle-même. Après tout, et à toutes fins utiles, la CPI est déjà morte pour nous ».

Le juge allemand a expliqué ce que cela signifiait : « Si jamais ces juges s'immiscent dans les préoccupations nationales des États-Unis ou enquêtent sur un citoyen US, [Bolton] a déclaré que le gouvernement américain ferait tout son possible pour que ces juges ne plus être autorisés à voyager aux États-Unis - et qu'ils pourraient peut-être même être poursuivis pénalement. »

L'inspiration originale de la Cour - utiliser les lois de Nuremberg appliquées contre les nazis allemands pour engager des poursuites similaires contre tout pays ou responsable reconnu coupable de Crimes de Guerre - était déjà tombée en désuétude du fait que les auteurs du coup d'État chilien, les instigateurs de Iran-Contra ou de l'invasion US de l'Irak n'avaient pas été inculpés pour crimes de guerre.

Démantèlement de l'hégémonie du dollar, depuis le FMI jusqu'à SWIFT

La brillante stratégie de Trump pour détruire l'hégémonie du dollar

De tous les domaines de la politique mondiale actuelle, la finance internationale et les investissements étrangers sont devenus le principal point chaud. Les réserves monétaires internationales étaient censées être les plus sacro-saintes et le recouvrement des créances internationales y était étroitement associé.

Les banques centrales ont depuis longtemps leurs réserves d'or et d'autres réserves monétaires aux États-Unis et à Londres. En 1945, cela semblait raisonnable, car la Banque de la Réserve fédérale de New York - dont le sous-sol gardait l'or des banques centrales étrangères - était militairement sûre, et parce que le *London Gold Pool* était le véhicule par lequel le Trésor des États-Unis conservait le dollar « aussi bon que l'or » à 35\$ l'once. Les réserves de change au delà de la valeur de l'or ont été conservées sous forme de titres du Trésor des États-Unis, destinés à être achetés et vendus sur les marchés des changes de New York et de Londres pour stabiliser les taux de change. La plupart des prêts accordés en devises aux gouvernements étaient libellés en dollars US. Les banques de *Wall Street* étaient donc normalement désignées comme agents payeurs.

C'était le cas de l'Iran sous le Shah, que les États-Unis avaient installé après avoir parrainé le coup d'État de 1953 contre [Mohammed Mosaddegh](#), qui cherchait à nationaliser le pétrole de l'[anglo-persian-oil-compagny](#) - aujourd'hui *British Petroleum* - ou au moins à le taxer. Après le renversement du Shah, le régime de Khomeiny a demandé à son agent payeur, la banque *Chase Manhattan*, d'utiliser ses dépôts pour payer ses créanciers obligataires. Sur l'ordre du gouvernement des États-Unis, la Chase refusa de le faire. Les tribunaux des États-Unis ont alors déclaré l'Iran en défaut et ont gelé tous ses avoirs aux États-Unis et partout ailleurs.

Cela montrait que la finance internationale était une branche du département d'État et du Pentagone. Mais c'était il y a une génération, et ce n'est que récemment que les pays étrangers ont commencé à se sentir mal à l'aise de laisser leurs avoirs en or aux États-Unis, où ils pourraient être saisis à volonté pour punir tout pays susceptible d'agir de manière offensante pour la diplomatie des États-Unis. Ainsi, l'année dernière, l'Allemagne a finalement eu le courage de demander qu'une partie de son or soit renvoyé en Allemagne. Les autorités US ont fait semblant d'être choquées par l'insulte qu'un pays chrétien civilisé se comporte comme l'Iran [en réclamant son or, NdT], et l'Allemagne a accepté de ralentir le transfert.

Mais ensuite est venu le Venezuela. Désespéré de pouvoir dépenser ses réserves d'or pour approvisionner son économie dévastée par les sanctions des États-Unis - une crise que les diplomates étasuniens attribuent au « socialisme », et non aux tentatives politiques étasuniennes de « faire souffrir l'économie » comme le disaient les responsables de Nixon au Chili sous Salvador Allende - le Venezuela a ordonné à la Banque d'Angleterre de transférer une partie de ses 11 milliards de dollars d'or détenus dans ses coffres-forts et dans ceux d'autres banques centrales en décembre 2018. C'est comme le client d'une banque s'attendant à ce que son chèque soit honoré.

L'Angleterre a refusé d'honorer la demande officielle, suivant les instructions de Bolton et du secrétaire d'État Michael Pompeo. Bloomberg a **déclaré** : « Les autorités des États-Unis d'Amérique tentent de transférer les actifs du Venezuela à l'étranger au mec de Chicago, Juan Guaido, afin de l'aider à renforcer ses chances de prendre effectivement le contrôle du gouvernement vénézuélien. Les 1,2 milliard de dollars d'or représentent une grande part des 8 milliards de dollars de réserves de change détenues par la Banque centrale du Venezuela. » [2]

La Turquie semblait être une destination probable, poussant Bolton et Pompeo à la menacer de cesser d'aider le Venezuela, sous peine de sanctions à son encontre ou à l'encontre de tout autre pays aidant le Venezuela à faire face à sa crise économique. En ce qui concerne la Banque d'Angleterre et les autres pays européens, le rapport de Bloomberg conclut : « Les responsables de la Banque centrale à Caracas ont reçu l'ordre de ne plus tenter de contacter la Banque d'Angleterre. On a dit à ces banquiers centraux que les membres du personnel de la Banque d'Angleterre ne leur répondraient pas ».

Cela a conduit à des rumeurs selon lesquelles le Venezuela vendrait 20 tonnes d'or, transférés dans un Boeing

russe 777 - environ 840 millions de dollars. L'argent aurait probablement été utilisé pour payer les créanciers russes et chinois, ainsi que pour l'achat de vivres afin de soulager la famine locale. [3]

La Russie a démenti cette information, mais Reuters a confirmé que le Venezuela avait vendu 3 tonnes sur les 29 prévues aux Émirats arabes unis, et que 15 autres seront expédiées le vendredi 1er février. [4] Marco Rubio, membre faucon de la coalition du Sénat US, a accusé ce transfert d'être un « vol », comme si nourrir une population pour alléger la crise parrainée par les États-Unis était un crime contre l'influence diplomatique étasunienne.

S'il existe un pays que les diplomates étasuniens haïssent encore plus qu'un pays récalcitrant d'Amérique Latine, c'est bien l'Iran. Le non-respect par le président Trump des accords nucléaires de 2015 négociés par les diplomates européens et l'administration Obama a dégénéré au point de menacer l'Allemagne et d'autres pays européens de sanctions punitives s'ils ne violent pas les accords qu'ils ont signés. En plus de l'opposition US aux importations allemandes et européennes de gaz russe, la menace US a finalement amené l'Europe à trouver un moyen de se défendre.

Les menaces impériales ne sont plus militaires. Aucun pays - y compris la Russie ou la Chine - ne peut organiser une invasion militaire d'un autre pays important. Depuis la guerre du Vietnam, le seul type de guerre qu'un pays élu de manière démocratique puisse mener est atomique, ou du moins, des bombardements intensifs tels que ceux que les États-Unis ont infligés à l'Irak, à la Libye et à la Syrie. Mais maintenant, la cyberguerre est devenue un moyen de débrancher les liens de toutes les économies. Et les principales connexions cybernétiques sont des liaisons de transfert financier, dirigées par SWIFT, acronyme de *Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*, en Belgique.

La Russie et la Chine ont déjà créé un système de virement bancaire parallèle au cas où les États-Unis les déconnecteraient de SWIFT. Mais à présent, les pays européens ont compris que les menaces de Bolton et de Pompeo pourraient entraîner de lourdes amendes et des saisies d'actifs s'ils cherchent à continuer le commerce avec l'Iran comme le préconisent les traités qu'ils ont négociés.

Le 31 janvier, le barrage a cédé par l'annonce que l'Europe avait créé son propre système de contournement des paiements, utilisable avec l'Iran et d'autres pays ciblés par les diplomates étasuniens. L'Allemagne, la France et même le caniche US, la Grande-Bretagne, se sont associés pour créer INSTEX - Instrument d'aide aux échanges commerciaux. La promesse est que cela ne sera utilisé que pour l'aide « humanitaire » afin de sauver l'Iran d'une dévastation du type Venezuela parrainée par les États-Unis. Mais compte tenu de l'opposition de plus en plus acharnée des États-Unis au gazoduc *Nord-Stream* pour transporter le gaz russe, ce système alternatif de compensation bancaire sera prêt, et en mesure de devenir opérationnel, si les États-Unis tentent d'imposer des sanctions contre l'Europe.

Je viens de rentrer d'Allemagne et j'ai assisté à une scission remarquable entre les industriels de cette nation et leurs dirigeants politiques. Pendant des années, de grandes entreprises ont considéré la Russie comme un marché naturel, une économie complémentaire ayant besoin de moderniser ses activités manufacturières et capable de fournir à l'Europe du gaz naturel et d'autres matières premières. La nouvelle attitude USA face à la nouvelle guerre froide tente de bloquer cette complémentarité commerciale. Mettant en garde l'Europe contre la « dépendance » au gaz russe à bas prix, elle a proposé de vendre du GNL à prix élevé en provenance des États-Unis - via des installations portuaires qui sont encore loin d'être proches du volume requis. Le président Trump insiste également pour que les membres de l'OTAN consacrent 2% de leur PIB à l'achat d'armes, achetées de préférence aux États-Unis et non à des marchands de mort allemands ou français.

Le fait que les États-Unis abusent de leur position mène au cauchemar eurasiatique Mackinder-Kissinger-Brzezinski que j'ai mentionné ci-dessus. En plus de rapprocher la Russie et la Chine, la diplomatie étasunienne ajoute l'Europe au

centre du jeu eurasiatique, la protégeant ainsi de la dépendance à la diplomatie US qui existait depuis 1945.

La Banque mondiale, par exemple, a traditionnellement été dirigée par un secrétaire étasunien à la Défense. Depuis sa création, sa politique constante consiste à accorder des prêts aux pays pour qu'ils consacrent leurs terres à l'exportation de cultures au lieu de se nourrir en priorité. C'est pourquoi ces prêts sont uniquement libellés en devises et non dans la monnaie nationale nécessaire pour fournir un soutien des prix et des moyens de développement agricole tels que ceux qui ont rendu l'agriculture des États-Unis si productive. En suivant les conseils des États-Unis, les pays se sont mis à la merci du chantage à la nourriture par la menace de sanctions d'embargo sur les céréales et d'autres produits alimentaires, au cas où ils se libéreraient des exigences diplomatiques US.

Il est intéressant de noter que notre imposition au monde entier du mythe de « l'efficacité » consistant à obliger les pays d'Amérique Latine à tourner leurs agricultures vers l'exportation, telle que celle du café ou de la banane, plutôt que de cultiver leur propre blé et leur maïs n'a pas permis de leur fournir des conditions de vie meilleures, en particulier pour ceux vivant en Amérique Centrale. L'excédent entre les cultures d'exportation et les importations de produits alimentaires meilleur marché en provenance des États-Unis, qui était censé se matérialiser pour les pays qui suivent notre scénario, a lamentablement échoué - en témoignent les caravanes de réfugiés à travers le Mexique. Bien entendu, notre soutien aux dictateurs militaires et aux seigneurs de la guerre les plus brutaux n'a pas aidé non plus.

De même, le FMI a été contraint d'admettre que ses directives de base étaient fictives dès le début. Un élément central a consisté à imposer le règlement des dettes publiques intergouvernementales en refusant les crédits du FMI aux pays en défaut. Cette règle a été instituée à une époque où la majeure partie de la dette intergouvernementale officielle était due aux États-Unis. Mais il y a quelques années, l'Ukraine a fait défaut sur 3 milliards de dollars dus à la Russie. En réalité, le FMI a déclaré que l'Ukraine et les autres pays n'avaient pas à payer la Russie ni aucun autre pays jugé trop indépendant des États-Unis. Le FMI accorde des crédits à la corruption sans fond de l'économie ukrainienne pour encourager sa politique anti-russe plutôt que de défendre le principe selon lequel les dettes intergouvernementales doivent être payées.

C'est comme si le FMI opérait maintenant dans une petite pièce du sous-sol du Pentagone à Washington. L'Europe a pris conscience que ses propres échanges monétaires et financiers internationaux risquent d'attirer la colère des États-Unis. C'est ce qui est devenu évident l'automne dernier, lors des funérailles de George H. W. Bush, lorsque le diplomate de l'UE s'est retrouvé rétrogradé à la fin de la liste et a été appelé en dernier pour occuper son siège. On lui a dit que les États-Unis ne considéraient plus l'UE comme une entité de bonne compagnie. En décembre, Mike Pompeo a prononcé un discours sur l'Europe à Bruxelles - le premier et le plus attendu de tous - dans lequel il vantait les vertus du nationalisme [US, NdT], critiquait le multilatéralisme et l'UE, et affirmait que les organes internationaux « *qui limitent la souveraineté nationale doivent être réformés ou éliminés* ». [\[5\]](#)

La plupart des événements ci-dessus ont fait l'actualité en une journée, le 31 janvier 2019. La frénésie des États-Unis sur de si nombreux fronts, contre le Venezuela, l'Iran et l'Europe - sans parler de la Chine, des menaces commerciales et des mesures prises contre Huawei surgissant aujourd'hui - semble promettre une année de fracture mondiale.

Ce n'est pas tout du fait du président Trump, bien sûr. Nous voyons le Parti démocrate arborant les mêmes bannières. Au lieu d'applaudir la démocratie lorsque les pays étrangers n'élisent pas un dirigeant approuvé par les diplomates des États-Unis, qu'il s'agisse de Allende ou de Maduro, ils ont laissé tomber le masque et se sont révélés être les principaux impérialistes de la Nouvelle guerre froide. C'est maintenant au grand jour. Ils feraient du Venezuela le nouveau Chili de l'ère Pinochet. Trump n'est pas le seul à soutenir l'Arabie saoudite et ses terroristes wahabites, comme le disait Lyndon Johnson : « *Oui, ce sont des bâtards, mais ce sont nos bâtards.* »

Où est la gauche dans tout cela ? C'est la question avec laquelle j'ai ouvert cet article. Ce qui est remarquable, c'est que seuls les partis de droite, *Alternative for Deutschland* (AFD) ou les nationalistes français de Marine Le Pen et d'autres pays s'opposent à la militarisation de l'OTAN et cherchent à ressusciter les liens commerciaux et économiques avec le reste de l'Eurasie.

La fin de notre impérialisme monétaire, sujet sur lequel j'ai écrit pour la première fois en 1972, dans le livre « Super impérialisme », étonne même un observateur averti comme moi. Il a fallu un niveau colossal d'arrogance, de myopie et d'anarchie pour accélérer son déclin - une chose que seuls des néocons aussi fous que John Bolton, Eliot Abrams et Mike Pompeo pouvaient offrir à Donald Trump.

Michael Hudson* pour son blog [Michael Hudson](#)

[Michael Hudson](#). USA, 1er février 2019

* **Michael Hudson** a travaillé comme économiste à Wall Street. Actuellement *Distinguished Professor* dans l'University of Missouri, Kansas City, et le président de *Institute for the Study of Long-Term Economic Trends* (ISLET). Il est auteur de quelques livres, entre lesquels ils détachent : « *Super Imperialism : The Economic Strategy of American Empire* » (une nouvelle ed., Pluto Press, 2003) et « *Trade, Development and Foreign Debt : How Trade and Development Concentrate Economic Power in the Hands of Dominant Nations* » (ISLET, 2009). Sa page Web : [Michel Hudson](#)

Traduit de l'anglais pour [le Saker Francophone](#) par : jj, relu par Cat pour

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 22 février 2019

[1] Alexander Rubenstein, « [Le problème ne peut être résolu : un juge de haut rang de la CPI quitte le procès pour protester contre l'immixtion des États-Unis et de la Turquie](#) », 31 janvier 2019.

[2] Patricia Laya, Ethan Bronner et Tim Ross, « [Maduro est empêché de récupérer 1.2 milliard de dollars d'or au Royaume-Uni](#) », Bloomberg, 25 janvier 2019. Anticipant une telle trahison, le président Chavez avait déjà agi en 2011 pour rapatrier 160 tonnes d'or à Caracas depuis les États-Unis et l'Europe

[3] Patricia Laya, Ethan Bronner et Tim Ross, « [Maduro est empêché de récupérer 1.2 milliard de dollars en or du Royaume-Uni](#) », Bloomberg, 25 janvier 2019

[4] Corina Pons, Mayela Armas, « [Exclusif : le Venezuela envisage de transférer les réserves d'or de la banque centrale vers les Émirats arabes unis](#) » - source, Reuters, 31 janvier 2019

[5] Constanze Stelzenmüller, « [US policy on Europe takes a nationalist turn](#) » [La politique américaine en Europe prend une tournure nationaliste], Financial Times, 31 janvier 2019